



## **Conseil des affaires générales** **Bruxelles, 6 février 2023**

**Présidence:** Jessika Roswall, ministre suédoise des affaires européennes

La session commencera à 10 heures.

Le Conseil préparera la réunion extraordinaire du Conseil européen des 9 et 10 février 2023 et examinera à cet effet un projet de conclusions.

Les ministres discuteront de l'état de la situation en ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

En session publique, la présidence suédoise présentera ses priorités pour la durée de son mandat.

Une conférence de presse aura lieu à l'issue de la session (vers 13 heures).

\* \* \*

[Page consacrée à la session du Conseil des affaires générales, 6 février](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

\* \* \*

---

<sup>1</sup> La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

## Conseil européen extraordinaire

Le Conseil préparera la réunion extraordinaire du Conseil européen des 9 et 10 février 2023 et examinera à cet effet un projet de conclusions.

Lors de cette réunion, le Conseil européen se penchera sur la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. La discussion se tiendra à la suite du sommet UE-Ukraine du 3 février, et près d'un an après le début de la guerre, le 24 février 2022.

Les dirigeants examineront également le programme économique. Ils devraient se concentrer sur la capacité de l'Europe à conserver sa compétitivité au niveau mondial et sur la réponse immédiate aux défis auxquels l'industrie européenne est actuellement confrontée.

Le Conseil européen débattrait également de questions liées aux migrations.

## Relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni

Les ministres discuteront de l'état de la situation en ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Ils se concentreront sur la mise en œuvre de l'accord de retrait, en particulier du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord. La Commission communiquera brièvement aux ministres des informations sur les discussions qui se tiennent actuellement entre l'UE et le Royaume-Uni en vue de résoudre les questions en suspens dans le cadre de la mise en œuvre du protocole.

L'UE n'a cessé de rappeler qu'elle était prête à discuter de manière constructive d'une solution négociée dans le cadre du protocole. À cette fin, elle a fourni des précisions sur ses propositions, qui permettraient de réduire de plus de 80 % les contrôles sanitaires et phytosanitaires, de réduire de moitié les formalités douanières, de simplifier la certification et de permettre la circulation de marchandises soumises à d'autres restrictions.

L'objectif de l'UE est de contribuer à réduire au minimum les perturbations causées par le retrait du Royaume-Uni et de faciliter la vie quotidienne des citoyens d'Irlande du Nord.

L'UE a également souligné qu'une action unilatérale du Royaume-Uni, telle que le projet de loi relative au protocole sur l'Irlande du Nord, rendait plus difficile les travaux visant à trouver d'éventuelles solutions. Si ce projet de loi était adopté, il nuirait à la sécurité juridique et à la prévisibilité à long terme pour les personnes et les entreprises en Irlande du Nord. L'UE s'est réservé le droit d'agir pour protéger son marché unique et faire respecter les accords conclus, si cette situation se matérialisait.

Des travaux exploratoires entre l'UE et le Royaume-Uni sont en cours pour tenter de trouver des solutions communes aux préoccupations concrètes de toutes les communautés d'Irlande du Nord et pour protéger à la fois la place de l'Irlande du Nord dans le marché intérieur du Royaume-Uni et l'intégrité du marché unique de l'UE.

Le 9 janvier 2023, un accord a été trouvé sur la voie à suivre en ce qui concerne la question spécifique de l'accès de l'UE aux systèmes informatiques du Royaume-Uni.

[Déclaration commune du vice-président Šefčovič et du ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, M. Cleverly, à l'issue de leur vidéoconférence du 16 janvier 2023](#)

[Déclaration commune du vice-président Šefčovič et du ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, M. Cleverly, à l'issue de leur réunion à Londres, le 9 janvier 2023](#)

[La Commission ouvre quatre nouvelles procédures d'infraction contre le Royaume-Uni \(22 juillet 2022\)](#)

[La Commission ouvre des procédures d'infraction contre le Royaume-Uni et fournit de plus amples informations sur les solutions envisageables pour faciliter la circulation des marchandises \(15 juin 2022\)](#)

[Protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord: la Commission propose des dispositions sur mesure au profit de l'Irlande du Nord \(13 octobre 2021\)](#)

## **Priorités de la présidence suédoise**

En session publique, la présidence suédoise présentera ses priorités pour le premier semestre de 2023.

Les quatre priorités de la présidence suédoise sont la sécurité, la compétitivité, les transitions écologique et énergétique, et les valeurs démocratiques et l'État de droit.

Pour ce qui est du Conseil des affaires générales, la présidence poursuivra le dialogue du Conseil sur l'État de droit et fera avancer les procédures menées au titre de l'article 7 dans un esprit constructif. Elle donnera suite à la décision du Conseil européen d'accorder le statut de pays candidat à l'Ukraine et à la Moldavie et d'offrir une perspective européenne à la Géorgie, et elle poursuivra le processus d'intégration à l'UE des pays des Balkans occidentaux.

La présidence mettra également l'accent sur la protection de l'intégrité des élections et la lutte contre la désinformation, et poursuivra les travaux concernant la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique et les partis et fondations politiques européens. Elle soutiendra les efforts déployés par la Commission dans la mise en œuvre quotidienne des accords UE-Royaume-Uni. Elle s'emploiera à renforcer les capacités de l'UE en matière de préparation aux crises et de gestion de celles-ci, ainsi qu'à prévenir les cybermenaces et à y faire face.

La présidence poursuivra également les travaux sur les suites à donner à la conférence sur l'avenir de l'Europe et soutiendra les travaux de la Commission visant à présenter un premier examen volontaire de la mise en œuvre par l'UE du Programme 2030.

[Programme de la présidence suédoise](#)